

vrir quelque chose d'acceptable, au point de vue agricole, par le peuple du pays et qui "nous permette d'en sortir". Evidemment, quelqu'un est venu trouver le Gouvernement, au dernier moment, avec cette brillante idée d'un fonds de stabilisation. Le projet n'a rien de neuf. J'ai sous les yeux un article du docteur C. J. Robertson, de l'Institut international de Rome et qui a paru dans le *Saturday Night* du 25 mars. Cet article indique que tous ces projets, y compris celui de la stabilisation, ont été essayés auparavant, dans d'autres pays, et n'ont pas atteint leur but. Je n'ai pas le temps de lire cet article, mais c'est là son sens.

Pourquoi le beurre se trouve-t-il exclu des avantages projetés de ce plan de stabilisation? J'ai posé cette question au premier ministre, mais la seule réponse que j'aie reçue c'est que le beurre ne se vend pas sur une base d'exportation et qu'il se vend plus cher ici qu'en Grande-Bretagne. Il a dit que, comme nous n'en exportons pas, il n'y aurait pas de frais de change à payer. Veut-il dire que le Gouvernement entend réserver au pays le commerce du beurre, pendant tout l'été? Est-ce là la problème désolant que le Gouvernement offre à l'industrie laitière? Je ne crois pas, qu'au cours du demi siècle dernier, on ait vu plus que trois années, ou tout au plus cinq années, durant lesquelles nous n'ayons pas exporté de beurre, en été. Si nous voulons attacher une valeur quelconque à l'excuse du premier ministre,—car ce n'était pas autre chose,—la raison pour laquelle le beurre ne se trouve pas sur la liste des denrées préférées, c'est qu'il ne compte pas que nous exportions du beurre au cours de cette année. C'est un aveu malheureux et c'est ainsi que le Gouvernement va encourager les progrès de l'industrie laitière!

Il est au pays des gens naïfs qui croient que nous ne devrions produire que ce qu'il nous faut de beurre et d'autres denrées pour suffire aux besoins de notre pays. Poussons ce raisonnement à sa conclusion logique. Certains prétendent que nous devrions produire juste assez de beurre pour suffire à nos besoins et ne jamais exporter, parce que, lorsque nous exportons, nous devons nous contenter d'environ six cents de moins que le prix actuel. Naturellement, on permettrait à quelques cargaisons de beurre de la Nouvelle-Zélande d'entrer au pays, afin d'être certains d'en avoir suffisamment. Si ce raisonnement est bon, pourquoi ne pas appliquer la même méthode absurde de raisonner au bœuf, au blé, aux pommes et à tout ce que nous produisons? Si nous ne produisions du blé que pour notre consommation nous ne serions pas embêtés avec cette atroce question du change. Cela ne serait pas un programme bien ambitieux

[L'hon. M. Motherwell.]

pour un pays jeune et grandissant comme le Canada, mais la déclaration du premier ministre ne nous permet pas de tirer d'autre conclusion. L'an dernier, nous avons commencé les exportations du beurre vers le 1er juillet et je ne puis pas comprendre pourquoi l'on n'a pas pris des dispositions dans le même sens pour cette année, comme on l'a fait en ce qui regarde le fromage. Voilà ma question et elle n'a pas de réponse. Je vais reprendre mon siège et compter dans mes quarante minutes le temps qu'un honorable député prendra pour me répondre. Non, ils n'ont pas de réponse, parce qu'il n'en existe pas.

M. BOYES: L'honorable député veut-il me permettre une question?

L'hon. M. MOTHERWELL: Oui.

M. BOYES: L'honorable député ne sait-il pas que le fromage produit au Canada et expédié dans la métropole se vend plus cher que le fromage produit dans les autres pays et qu'il serait préférable d'accorder la prime au fromage? Nous produirions ainsi davantage et nous garderions notre beurre pour le commerce intérieur.

L'hon. M. MOTHERWELL: C'est magnifique. Ce serait un effort héroïque de faire ce que les amis du Gouvernement n'ont jamais voulu tenter, mais mon honorable ami n'a pas eu de succès de ce côté. Je sais que notre fromage se vend deux sous plus cher que les autres, et je sais pourquoi. Cette différence existe depuis que le gouvernement libéral a adopté le système de classement du fromage. (*Exclamations*). C'est vrai. Depuis 1928, même depuis 1927, trois ou quatre ans après l'adoption du système de classement, le fromage canadien s'est toujours vendu sur le marché anglais plus cher que les fromages des autres pays. De plus, les acheteurs anglais achètent notre fromage sans le voir, sur simple certificat, comme cela se fait pour le blé. Je ne me moque pas de mon jeune ami; il a des remèdes toriques qui lui viennent de ses aînés. Si j'ai raison de dire ce que j'avance,—et je le crois,—le fromage n'est-il pas capable de supporter le fardeau? Il se vend deux sous plus cher que les fromages des autres pays.

L'hon. M. MALCOLM: On accorde une prime à la prime.

M. BOYES: Puis-je poser une question?

L'hon. M. MOTHERWELL: Non. J'en ai permis une tout à l'heure à mon honorable ami et il a manqué son coup. Je ne me plains pas de ce qu'on ait inclus le fromage; je me plains de ce qu'on n'a pas inclus le beurre. D'après mon honorable ami, le beurre est le